

ARTICLE 51 DE LA CONSTITUTION

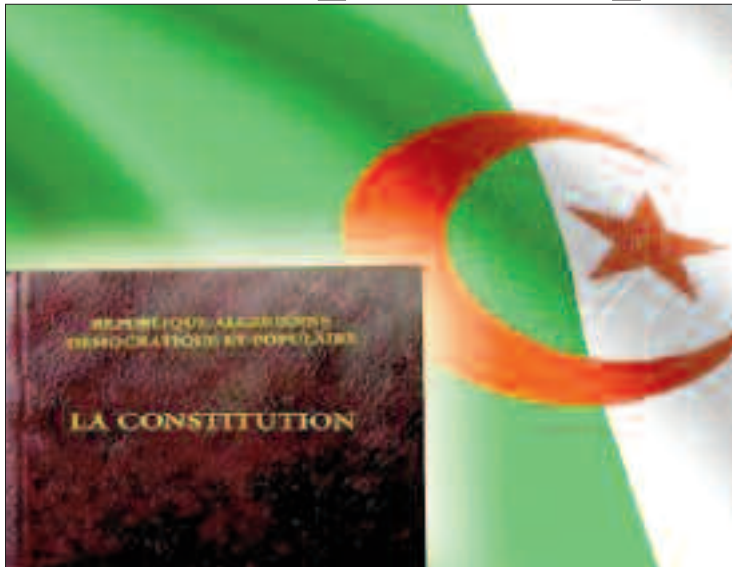
Qui vise-t-on et pourquoi ?

L'article 51 de la désormais Constitution algérienne n'a pas fini, quoi qu'on dise, d'interroger, d'indigner, et peu de citoyens ici ou ailleurs applaudissent à cette nouvelle discrimination. Une disposition constitutionnelle discriminante parce qu'elle affecte dangereusement les liens très forts qui ont toujours lié la diaspora, binationale ou de nationalité exclusive algérienne, à son pays d'origine.

Mais pourquoi cet article tant controversé et contre qui, le pouvoir en place veut-il, précisément aujourd'hui, se prémunir, contre qui veut-il se protéger, alors que de hautes fonctions de l'Etat ont toujours été, jusque-là, occupées par certains binationaux ?

La communauté algérienne dans le monde, dans sa quasi-totalité, s'est trouvée tout d'un coup reléguée, exclue de représentation politique ou de responsabilité économique et institutionnelle de haut rang. Alors que, dans certains pays, peu nombreux du reste, des emplois spécifiques, dits de souveraineté, sont réservés ou ouverts sous conditions, spécifiés dans les différentes lois et codes électoraux, l'Algérie a cru bon constitutionnaliser une mesure qui fait interdiction aux binationaux d'accéder aux « hautes responsabilités de l'Etat et aux fonctions politiques » et qui de plus, élargit cette interdiction à tout Algérien, même mononationalité mais qui a résidé plus de 10 ans à

l'étranger, d'accéder à ce même type de postes. Sous la pression énorme que cet article a suscitée, et la colère exprimée notamment par plus d'une douzaine d'associations d'Algériens en France et suite à la réaction, feinte probablement car non expliquée, du secrétaire général du FLN, l'article en question n'a pourtant pas subi de modification de fond. La seule apportée et encore non officiellement consignée est que la liste des fonctions inaccessibles aux binationaux devra être précisée ultérieurement. La question méritant d'être posée est certainement liée à l'acharnement avec lequel le directeur de cabinet de Bouteflika a défendu cette disposition qu'il justifie par «la nécessité pour tout postulant à la magistrature suprême et intéressé par la gouvernance du pays d'avoir partagé le vécu brillant, confortable ou quelque peu compliqué des Algériens». Triste et misérable argument quand on sait, qu'en matière de partage de vécu, il se traduit pour



Une disposition constitutionnelle discriminante.

de très hauts responsables au pouvoir à ne fréquenter au moindre bobo que les cliniques et hôpitaux les plus renommés d'ailleurs ; passer deux à trois jours en Algérie et le reste du temps faire leurs emplettes à Paris, Londres ou Lausanne et quitter Alger pour profiter de leurs biens acquis l'on ne sait comment dans les quartiers les plus huppés de ces capitales. Dans son marketing de vente de la nouvelle Constitution, et sans nommément les citer, Ouyahia évoque «cer-

tains candidats à l'élection présidentielle à qui manquerait ce vécu». Qui sont les cibles de cet article ? L'on ne peut pas croire qu'il s'agit du candidat Rachid Negaz à qui la machine infernale des élections a bloqué en route la candidature. S'agit-il de Ali Benouari ? Là aussi les dispositifs mis en place et fonctionnant à merveille n'ont pas permis au candidat d'aller à terme. Pourquoi alors cet article et qui en est à l'origine ? Ce sont ceux qui comme Ouyahia qui se préparent à la pro-

chaine présidentielle veulent couper court à toute velléité de candidature qui pourrait venir d'un Algérien, binational ou pas, qui viendrait perturber les savants calculs. Ce pourrait même être, au fond, une position partagée par le secrétaire général du FLN, même si officiellement il s'en démarque et qu'en fin de course, il a fait signer ses ouailles des deux mains la nouvelle Constitution comportant cet article. Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, a tenté de rectifier en affirmant que ce fameux projet ne concerne que «les fonctions supérieures et sensibles de l'Etat». Les dégâts sont là. La diaspora algérienne, déjà décriée dans les pays d'accueil, se voit exclue de fait et de droit de son pays d'origine. Les pouvoirs en place, ceux qui ont présidé à la rédaction de cet article, sont certainement très loin d'imaginer l'ampleur des retombées catastrophiques du contenu de cet article. Ils en mesureront l'effet boomerang lorsqu'ils iront, comme de coutume à la veille du prochain scrutin électoral, tenter des «voix de cette émigration». Peu, pour ne pas dire quasi personne, de cette catégorie de «pestiférés» que sont devenus les Algériens installés à l'étranger, ne répondra.

Khedidja Baba Ahmed

FFS

Le conseil national fidèle aux engagements d'Aït Ahmed

Le FFS a réitéré sa position concernant la révision de la Constitution. Pour ce parti, il s'agit «d'une continuité du feuilleton de la violence constitutionnelle exercée contre le peuple algérien depuis 1963». Cette position a été explicitée dans la résolution politique ayant sanctionné la réunion du Conseil national du FFS qui s'est tenue vendredi dernier.

Abder Bettache – Alger (Le Soir) – La première réunion post-disparition du chef charismatique, du premier parti de l'opposition démocratique en Algérie, s'est tenue ce vendredi 12 février au siège national du FFS. Ainsi à la lecture de la résolution politique ayant sanctionné les travaux de cette réunion organique, il ressort nettement que la direction nationale du FFS a gardé le cap sur les directives de feu son président d'honneur.

En effet, en procédant à l'analyse de la situation politique du pays, les membres du conseil national ont assuré le «peuple algérien que le parti poursuivra sans relâche son combat pour préserver et faire aboutir ses idéaux». Cette même instance organique a saisi cette opportunité d'ailleurs pour saluer «la formidable mobilisation populaire et nationale lors de ses funérailles traduit l'attachement des Algériennes et des Algériens aux valeurs qu'il a toujours défendues : l'unité nationale, la démocratie, la justice sociale et les droits de l'Homme».

Il n'en demeure pas moins qu'à la lecture de l'analyse de la chose politique, le FFS n'a pas raté l'opportunité pour réaffirmer «que la énième révision de la loi fondamentale n'est qu'une continuité du feuilleton de la violence constitutionnelle exercée contre le peuple algérien depuis 1963». «Le conseil national réitère que tout projet constitutionnel ne reflétant pas le plus large consensus possible est inéluctablement voué à l'échec et ne permettra nullement de répondre à la

crise multidimensionnelle que vit notre pays. Le FFS réaffirme que seul un processus constituant permettra au peuple algérien de recouvrer sa souveraineté dans un cadre consensuel et pacifique pour l'avènement d'une deuxième république», lit-on dans la déclaration. Affichant davantage son opposition au régime, le FFS a tenu également à exprimer sa «profonde inquiétude quant à la dégradation de la situation économique et sociale».

Alors que le pouvoir persiste dans sa gestion unilatérale et autoritaire». Selon lui, «la précarité s'installe durablement et menace la cohésion sociale du pays», d'où le rejet du conseil national «des politiques d'austérité qui frappent en premier les couches les plus défavorisées de la société». Et de conclure : «Le FFS demeure convaincu que la construction d'un consen-

sus national est la seule solution en mesure de sortir le pays du statu quo». Cela étant, le conseil national du FFS n'a à aucun moment évoqué la question organique du parti.

Même sa victoire aux dernières sénatoriales n'a pas été évoquée, préférant sans aucun doute garder le cap sur «l'élan de solidarité exprimé par les Algériens au lendemain de la disparition du président d'honneur Hocine Aït Ahmed».

A en croire certaines indiscretions, il est attendu que le conseil national du parti, instance suprême entre deux congrès, maintienne le poste de président d'honneur du FFS même à titre posthume pour le leader Hocine Aït Ahmed, en attendant les résolutions du sixième congrès qui se tiendra en 2018. Les mêmes sources ajoutent par ailleurs que la direction actuelle du parti «maintiendra sa position de politique géné-

rale telle qu'explicitée dans la résolution ayant sanctionné les travaux du 5^e congrès qui s'est tenu en juillet 2013».

C'est à ce titre, que le parti de feu Aït Ahmed compte, ajoute-t-on, se redéployer de nouveau sur la scène politique nationale conformément à la résolution politique du dernier congrès national du parti, «en réunissant les conditions qui permettent une dynamique politique, plurielle, pacifique et organisée».

«A nous de nous impliquer avec force et lucidité pour rompre les enfermements et construire, avec tous les Algériens, un changement qui soit profitable à tous. Un changement qui préserve l'avenir du pays et qui met un terme au bradage et au pillage de nos ressources et de nos richesses », soutiennent les cadres de ce parti.

A. B.

ABDELAZIZ BELAÏD :

«Je ne me reconnais pas dans cette opposition»

Le président du Front El Moustakbal ne se reconnaît pas dans l'Icso, l'Instance de concertation et de suivi de l'opposition. Abdelaziz Belaïd qui se place pourtant dans l'opposition, dit aspirer à une opposition constructive.

Salima Akkouche – Alger (Le Soir) – Sans vouloir s'attaquer aux uns et aux autres, Abdelaziz Belaïd estime que l'opposition actuelle est en train de démolir plus qu'elle ne construit. Le président du Front El Moustakbal qui célébrait hier les quatre ans d'existence du parti, est cependant catégorique : «Je ne me reconnais pas dans l'Instance de concertation et de suivi de l'opposition».

Selon lui, c'est un front contre un président. Et lui dit ne pas militer pour le changement d'une personne. «Nous sommes des opposants, mais nous voulons une opposi-

tion qui construit plus qu'elle ne démolit et n'insulte», a déclaré Belaïd qui affirme ne pas s'attaquer à l'un des partis de l'opposition dont il ne critique pas la démarche. Ce qu'il critique toutefois, c'est la réaction de ces partis qui se disent de l'opposition et qui attaquent le président sur son incapacité de gérer le pays, tandis que, dit-il, ces derniers l'on vu voter en fauteuil roulant sans dire un mot.

«Pourquoi n'ont-ils pas demandé l'arrêt du processus électoral lorsqu'ils ont vu que le président était en fauteuil roulant et qu'il ne pouvait pas gérer ?» se demande-t-il. Pour son cas, dit-il, il n'est pas rentré dans la course présidentielle pour gagner les élections dont il savait «qu'elles seraient truquées d'avance. «je suis rentré dans cette course pour gagner des militants et faire connaître le parti et j'ai réussi», estime-t-il. Abdelaziz Belaïd alerte par ailleurs sur la situation économique, sociale et politique du pays. Selon lui, si l'on ne fait rien pour trou-

ver des solutions, «on risque de connaître une crise très sérieuse à la rentrée sociale prochaine». «Nous avons l'habitude d'acheter la paix sociale avec de l'argent mais aujourd'hui, nous n'avons plus les moyens de nous le permettre», a-t-il indiqué. Evoquant la révision de la Constitution, le président du Front El Moustakbal dit avoir participé aux consultations pour arriver à une Constitution consensuelle. Cependant, la nouvelle Constitution, dénonce-t-il, n'a pas pris en considération un nombre important de propositions du parti. Le Front El Moustakbal dénonce par exemple l'installation d'une commission indépendante pour la surveillance des élections. Une commission qu'il prévoit déjà non-indépendante. Cependant, malgré «ces lacunes», le Front El Moustakbal a voté en faveur de la nouvelle Constitution, reconnaît Abdelaziz Belaïd. Un premier pas, dit-il, pour arriver un jour à une véritable Constitution consensuelle.

S. A.